

République du Sénégal

Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux



Lotissement CICES Lot 58A – BP 249 Dakar RP – Tel.(221) 33 827.74.53 – Fax: (221) 33 827 70 88 e-mail : cncr@cncr.org – Site Web : www.cncr.org

« Pour nourrir le pays, misons sur les exploitations familiales agricoles et appuyons-les »

FORUM INTERNATIONAL « LES EXPLOITATIONS FAMILIALES AGRICOLES SONT LES PRINCIPALES POURVOYEUSES DE NOURRITURE ET DE RICHESSES EN AFRIQUE DE L'OUEST » 20- 22 Novembre 2012

----- Déclaration finale

Nous, représentants des organisations paysannes et des producteurs agricoles membres du CNCR et des autres plates-formes nationales membres du ROPPA, réunis du 20 au 22 Novembre 2012, à Dakar, avec des responsables de services techniques, et des partenaires techniques et financiers dans le cadre du Forum international « *Les exploitations familiales agricoles sont les principales pourvoyeuses de nourriture et de richesses en Afrique de l'ouest* » :

Après avoir procédé à l'analyse de la capacité et du potentiel des exploitations familiales à travers plusieurs études de cas sur les dynamiques des exploitations familiales concernant l'adoption d'innovations organisationnelles, institutionnelles et technologiques, les investissements productifs et la gestion durables des ressources et enfin la mise en marché des productions;

confirmons l'importance du rôle actuel et du potentiel des exploitations familiales agricoles, car :

- elles assurent en grande partie la sécurité/souveraineté alimentaire, la gestion durable des ressources naturelles et la création et le maintien d'emplois décents en Afrique de l'Ouest ;
- elles ont positionné plusieurs filières agricoles comme les plus performantes au niveau mondial grâce à l'adoption d'innovations technologiques en collaboration avec la recherche ;

- elles sont quasiment seules responsables dans l'accroissement des capitaux de plusieurs sous-secteurs agricoles ;
- elles assurent en grande partie la couverture des besoins des industries agro-alimentaires dans plusieurs filières agricoles ;
- elles ont une place centrale dans les équilibres sociaux, territoriaux, culturels et politiques ;
- elles ont largement participé à la mobilisation des organisations paysannes et de producteurs agricoles et des différents groupes d'acteurs pour les réformes des politiques sectorielles touchant le développement agricole et rural.

constatons aussi que :

- les exploitations familiales agricoles connaissent un certain nombre de contraintes liées à un environnement socio-économique défavorable ;
- les exploitations familiales agricoles n'ont pas encore exprimé tout leur potentiel et disposent encore d'une marge de progression pour accroître considérablement leur contribution dans les différentes fonctions de l'agriculture à savoir : nourrir les populations, la création de richesses et d'emplois et la gestion durable des ressources naturelles.

Cependant, des menaces peuvent empêcher l'expression et la consolidation du potentiel des exploitations familiales agricoles. C'est pourquoi, nous

refusons et condamnons :

- les processus d'accaparement de nos ressources naturelles (terre, eaux, forêts...) au profit d'autres acteurs adeptes de l'agro-industrie qui freinent le développement du potentiel des exploitations familiales agricoles et compromettent l'avenir des générations futures ;
- les choix de politiques qui donneraient la priorité à l'agro-business au détriment de l'agriculture familiale dans les choix d'investissements publics ;
- les programmes de développement et de croissance élaborés sans une concertation et des négociations avec les exploitations familiales à travers leurs organisations paysannes et sans référence aux PNIA et PRIA et autres politiques sectorielles définies de manière concertée avec l'ensemble des acteurs.

appelons les Etats de la CEDEAO et l'ensemble des acteurs du développement agricole et rural à accorder une haute importance à nos **recommandations** suivantes :

- Donner la priorité au développement du potentiel des exploitations familiales agricoles dans les investissements publics ;
- Arrêter les projets et mesures soutenant la marchandisation des terres et leurs attributions à des promoteurs privés nationaux et internationaux au détriment des exploitations familiales. Ce phénomène d'accaparement des terres

engendre l'exclusion de plusieurs millions de paysans de l'activité de production et/ou les réduit soit à de simples ouvriers agricoles, soit à des chômeurs.

- Sécuriser l'accès des ressources au profit des exploitations familiales agricoles grâce à des investissements structurants ;
- Favoriser l'expression du potentiel des exploitations familiales agricoles dans la recherche de la souveraineté alimentaire, la création d'emplois et de richesses, la construction et la protection de notre marché communautaire en Afrique de l'Ouest ;
- Prendre en compte la place et le rôle prépondérant des exploitations familiales agricoles dans la mise en œuvre des politiques agricoles conformément aux textes de politiques agricoles sous-régionales ;
- Impliquer et responsabiliser les organisations paysannes dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes de développement agricole et rural,

Il est aujourd'hui plus que nécessaire que les acteurs se mettent ensemble pour donner des réponses à la problématique suivante :

Quels investissements, pour quels systèmes de production, pour quels produits, pour quels marchés et au profit de qui ?

La réponse à cette problématique doit tenir compte de tout ce qui précède.

C'est pourquoi, nous appelons les autorités étatiques, administratives, locales, politiques et religieuses ainsi que les acteurs de la société civile à faciliter l'application et le suivi de nos recommandations.

Fait à Dakar, le 22 Novembre 2012

Les participants